



Au niveau national les organisations syndicales et de jeunesse CGT, FO, Unef, UNL et FIDL apportent leur soutien aux étudiants et aux travailleurs, actifs, chômeurs ou retraités, des secteurs publics comme privés, mobilisés pour la défense de leurs droits et l'aboutissement de leurs revendications.

Ces luttes s'inscrivent dans la contestation de la politique idéologique menée par le gouvernement, y compris dans l'éducation en instaurant la sélection à l'université et laissant des milliers de lycéens sur le côté, en mettant fin au caractère national qu'est le baccalauréat, vecteur d'égalité.

La journée de mobilisation du 22 mai, menée à l'appel de l'ensemble des fédérations de fonctionnaires et avec la présence de toutes nos organisations, tout comme l'ensemble des actions menées dans le privé, constitue un signal fort.

Nos organisations saluent et soutiennent la **lutte unitaire des Cheminots** et réaffirment la **nécessité d'un service public du ferroviaire**.

Nos organisations s'inquiètent d'une remise en cause de notre modèle social et républicain et, ce, dans un contexte d'**explosion des inégalités**. La persistance de l'austérité entraîne des réductions drastiques de missions publiques et sociales et menace les services publics comme l'intégralité de la protection sociale. La modération salariale et plus largement la non-redistribution des richesses, ainsi que les choix fiscaux qui sont faits en faveur des riches, viennent **réduire le pouvoir d'achat des travailleurs** et aggrave la paupérisation.

Les politiques mises en œuvre relèvent d'une **logique d'individualisation** au prix de la casse des statuts et des droits collectifs à tous les niveaux, dès les études. Elles mettent à mal la **solidarité et la justice sociale**, valeurs essentielles de la cohésion sociale.

Nos organisations affirment que leur rôle est **essentiel à la démocratie sociale**, notamment au travers de la négociation et du paritarisme. Elles constituent un contrepoids plus que jamais nécessaire dans une société qui se fracture et où le social devient une « simple » variable d'ajustement budgétaire.

Face à cette situation et à des décisions régressives qui s'opposent aux demandes légitimes des travailleurs et de la jeunesse, l'heure est à la défense des valeurs essentielles comme notre modèle social. Les organisations syndicales et de jeunesse **CGT, FO, Unef, UNL et FIDL** s'engagent, dès à présent, dans la construction d'un rapport de force interprofessionnel.

Dans l'Aube la situation n'est guère reluisante non plus. Même s'il semble y avoir une légère embellie en terme de croissance dans la région Grand Est, celle-ci n'est que de façade. Les emplois créés sont majoritairement précaires et le secteur industriel est toujours en déclin. Les aubois ne voient donc rien venir en ce qui concerne l'emploi et l'augmentation de salaire et pension. Quant aux services publics ils continuent à être remis en cause par des suppressions de postes et réductions des missions.

Les organisations syndicales auboises CGT, FO appellent les salarié·es du privé comme du public, les privé·es d'emplois, les jeunes et les retraité·es

à la grève et à la manifestation

**le jeudi 28 juin
place Jean Jaurès à
13h30**